



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Délégation départementale de la Vienne
Conseil département de la Vienne

Dossier suivi par [REDACTED]

Téléphone : [REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Poitiers, le 23 septembre 2024

Nos réf. : Inspection 11 janvier 2023

Réf DGAS 2024/287

Lettre recommandée avec accusé de réception

N° de l'envoi 2017348489510

Objet : Inspection – levée des mesures correctrices

Monsieur [REDACTED]

Président du CCAS de St Martin La Pallu

EHPAD « Résidence la Fontaine »

47 rue des trois puits

86380 Saint Martin la Pallu

Monsieur le Président,

A l'issue de l'inspection concernant l'EHPAD « Résidence la Fontaine » à SAINT MARTIN LA PALLU, réalisée le 11 janvier 2023, vous avez reçu par courrier en date du 14 mars 2023, le rapport d'inspection accompagné d'un tableau reprenant les mesures correctrices proposées.

Après plusieurs échanges et dans le respect du calendrier fixé, nous pouvons considérer que vous avez mis en place les mesures attendues afin de remédier à certains dysfonctionnements et non-conformités constatés le jour de l'inspection.

En conséquence, nous actons de la clôture du processus de l'inspection.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Le directeur de la délégation départementale de la VIENNE,
de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine,

Benjamin DAVILLER

Pour le Président du Conseil Départemental
Et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Solidarités

Marion ANDRAULT-DAVID

TABEAU DE SUIVI DES MESURES CORRECTRICES - INSPECTION 11 janvier 2023-EHPAD St MARTIN LA PALLU

Partie	E/R	LIBELLE de l'écart ou de la remarque	I/P/R	INJONCTION / PRESCRIPTION / RECOMMANDATIONS	DELAI à réception du rapport définitif	déclinaison	Observations	réponse de l'EHPAD 4/ juillet 23	réponse de l'EHPAD septembre 2023	réponse de l'EHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation 5/21 mai 2024
I- conditions d'installation	E01	Ecart : au vu du nombre de personnes âgées accueillies l'établissement ne respecte pas la capacité définie par l'arrêté d'autorisation en date du 24 avril 2018	P01	Prescription : indiquer les mesures employées pour atteindre le taux d'occupation proche de 100%	1 mois	attendre éléments probants	Indiquer les mesures	2023- début et liste attendue			mesure levée	mesure levée
I- conditions d'installation	R01	Remarque : en ne prévoyant pas de condition de durée de la prise en charge en unité, l'EHPAD ne suit pas les recommandations de bonnes pratiques de l'HAS Février 2009	R01	Recommandation : inscrire dans le contrat de séjour et préciser à l'entrée de l'unité, la durée et les critères de changement de prise en charge.	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	modification du contrat faite			vue l'annexe, levée mesure	mesure levée
I- conditions d'installation	E02	Ecart : les dysfonctionnements liés à la mise en œuvre des solutions de télémedecine et ces dysfonctionnements ne sont pas conforme au Décret du 30 décembre 2015- 2-11- 9*Accès aux moyens de communication, y compris Internet, dans toute ou partie de l'établissement.	P02	Prescription : remédier aux dysfonctionnements liés à la connexion WIFI	2 mois	attendre éléments probants	Adresser le devis	Les zones de l'établissement non couvertes par le WIFI ont été équipées			vu les factures levée mesure	mesure levée
I- conditions d'installation	E03	Ecart : en mettant à disposition de l'ensemble des personnes une chambre payée par un résident, l'EHPAD n'est pas conforme au Décret du 30 décembre 2015 2-11- 1° « Mise à disposition de la chambre (individuelle ou double) » qui suppose l'attribution d'une chambre simple à un seul individu.	P03	Prescription : la chambre payée par l'un des résidents en couple doit lui être personnellement attribuée	1 mois	Mesure levée car mesure mise en place	mesure levée la directrice indique que la pièce a été restituée à son usage privé	/			/	mesure levée

Partie	E/R	LIBELLE de l'écart ou de la remarque	I / P/R	INJONCTION / PRESCRIPTION / RECOMMANDATIONS	DELAÏ à réception du rapport définitif	décision	Observations	réponse de l'IEHPAD 4 juillet 23	réponse de l'IEHPAD septembre 2023	réponse de l'IEHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation 9 21 mai 2024
I- conditions d'installation	E04	Ecart : en l'absence d'intervention technique sur le système de fermeture des portes des chambres des résidents de l'unité Alzheimer, l'IEHPAD ne respecte pas le principe de la libre circulation des résidents	P04	Prescription : effectuer une intervention technique sur le système de fermeture des portes des chambres des résidents de l'unité Alzheimer	1 mois	attendre éléments probants	Adresser les justificatifs de la réalisation des travaux	l'ensemble des poignées de porte de l'unité à été modifié			vu document, levée mesure	mesure levée
I- conditions d'installation	E05	Ecart : en ne sécurisant pas la porte donnant sur le garage, l'IEHPAD ne présente pas de garanties suffisantes contre le risque de fugue et engage sa responsabilité liées à l'article L311-3 al 1er CASF	P05	Prescription : sécuriser la porte donnant accès au garage	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le devis	un système de verrouillage par ventouse et digicode ont été installés. Photos et factures à l'appui.			vu document, levée mesure	mesure levée
II- Gouvernance de la structure	E06	Ecart : la délégation de compétence et de signature donnée à la directrice n'est pas conforme à l'article L315-17 du CASF	I01	Injonction : adresser à la mission, après avis du Conseil d'administration, le projet d'arrêt de délégation de compétence et de signature modifié pour être conforme avec l'article L315-17 du CASF. En outre ce texte ne doit pas mentionner : - l'interdiction aux membres du CCAS d'intervenir dans l'IEHPAD, - l'obligation pour le directeur d'être invité aux séances du CA ayant trait aux affaires de l'IEHPAD, - le fait que les décisions d'admission des nouveaux résidents relèvent du président du CA	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le nouvel arrêté.	vu arrêté 2023-104 portant nomination de [REDACTED]			vu l'arrêté (n'est pas daté) mais il a été notifié à l'intéressée le [REDACTED]	mesure levée
II- Gouvernance de la structure	E07	Ecart : la mention de la non intervention des membres du CCAS dans la vie de l'IEHPAD n'est pas légale	I	cf. injonction 01	1 mois	attendre éléments probants	idem	vu arrêté 2023-104 portant nomination de [REDACTED]			vu l'arrêté (n'est pas daté) mais il a été notifié à l'intéressée le [REDACTED]	mesure levée

[Tapez ici]

Partie	E /R	LIBELLE de l'écart ou de la remarque	I /P/R	INJONCTION / PRESCRIPTION /RECOMMANDATIONS	DELA à réception du rapport définitif	déclassement	Observations	réponse de l'IEHPAD 4 juillet 23	réponse de l'IEHPAD septembre 2023	réponse de l'IEHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation 9/21 mai 2024
II- Gouvernance de la structure	E08	Ecart : la mention de la nécessaire invitation du directeur aux séances du CA lorsque les questions concernent l'IEHPAD ne correspond pas à l'article L315-17 du CASF qui précise « la gestion et la conduite générale de l'établissement pour lequel le CA est informé »	I	cf. injonction 01	1 mois	attendre éléments probants	Idem	vu arrêté 2023-104 portant nomination de [REDACTED]			vu l'arrêté (n'est pas daté) mais il a été notifié à l'intéressée le [REDACTED] levé de l'injonction	mesure levée
II- Gouvernance de la structure	E09	Ecart : les décisions d'admission des résidents d'un IEHPAD ne relèvent pas des attributions d'un président de CA. Ces décisions doivent être prises par le directeur après avis de la commission d'admission dans le cadre de « la gestion et la conduite générale de l'établissement pour lequel le CA est informé » cf. l'article L315-17 du CASF	I	cf. injonction 01	1 mois	attendre éléments probants	Idem	vu arrêté 2023-104 portant nomination de [REDACTED]			vu l'arrêté (n'est pas daté) mais il a été notifié à l'intéressée le [REDACTED] levé de l'injonction	mesure levée
II- Gouvernance de la structure	R02	Remarque 02 : pour répondre aux recommandations de l'ANESM sur les missions du responsable, décembre 2008, des réunions régulières avec le gestionnaire, et avec l'équipe de direction doivent être mises en place	R02	Recommandation : adresser à la mission, les comptes rendus des réunions avec le gestionnaire, et avec l'équipe de direction	3 mois	attendre éléments probants	Adresser les comptes rendus		vus les CR de CODIR : -10/5/2023- 16/5/23-6/6/23- 13/6/23- 20/6/23- 27/6/23- 29/8/2023-		mesure levée	
II- Gouvernance de la structure	R03	Remarque : l'absence de certitude sur le financement des actions prévues au plan de formation ne permet pas de s'assurer de la qualité et de la sécurité des prises en charge.	R03	Recommandation : adresser le plan de financement sur 5 ans des différentes formations prévues au plan de formation, et communiquer le budget dédié chaque année.	3 mois	attendre éléments probants	Adresser plan de financement		vu le plan prévisionnel de formation des agents 2024/2026- validé par le comité technique le 5/9/2023 et la plan de formation 2021-2023 et son		mesure levée	

[Tapez ici]

Partie	E / R	LIBELLE de l'ecart ou de la remarque	I / P / R	INJONCTION / PRESCRIPTION /RECOMMANDATIONS	DELAI à réception du rapport définitif	décision	Observations	réponse de l'IEHPAD 4 juillet 23	réponse de l'IEHPAD septembre 2023	réponse de l'IEHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation à 21 mai 2024
II- Gouvernance de la structure	R04	Remarque : l'absence de protocoles actualisés, validés et contre signés par le médecin coordonnateur ne correspond pas aux recommandations de bonnes pratiques Cf. « Mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées ». ANESM, Juin 2008.	R04	Recommandation : s'assurer que l'ensemble des protocoles soient actualisés, validés et contre signés par le médecin coordonnateur	3 mois	attendre éléments probants	Adresser les protocoles validés et signés		vu les protocoles signés du médecin co. A noter la rédaction des protocoles relève des fonctions d'IDE et non de la directrice.			mesure levée
II- Gouvernance de la structure	E10	Ecart : en ne s'assurant pas de la diffusion et de la mise en œuvre du protocole, l'IEHPAD n'est pas conforme à l'arrêté du 28 décembre 2016 relatif à l'obligation de signalement des structures sociales et médico-sociale	P04	Prescription : diffusion et de la mise en œuvre du protocole relatif à la déclaration des dysfonctionnements graves	3 mois	attendre éléments probants	Adresser le protocole					vu le protocole en date de novembre 2023. mesure levée

[Tapez ici]

Partie	E/R	LIBELLE de l'écart ou de la remarque	I/P/R	INJONCTION / PRESCRIPTION / RECOMMANDATIONS	DELAI à réception du rapport définitif	décision	Observations	réponse de l'IEHPAD 4 juillet 23	réponse de l'IEHPAD septembre 2023	réponse de l'IEHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation s 21 mai 2024
III- Prise en charge des résidents	E13	Ecart : en ne mentionnant pas la recherche du consentement de la personne dans la procédure d'admission, l'IEHPAD ne respecte pas l'article L311-4 du CASF	P07	Prescription : adresser à la mission la procédure mentionnant la recherche du consentement de la personne à l'admission.	1 mois	attendre éléments probants	Adresser la procédure	procédure d'admission revue			vu document, levée mesure	mesure levée
III- Prise en charge des résidents	R05	Remarque : les soignants du matin effectuent des tâches qui en principe, relèvent des agents hôteliers. Ces glissements de tâches illes au ménage présentent des risques pour les résidents (rupture de soin) comme pour les agents (risques psychosociaux)	R06	Recommandation : retravailler les fiches de poste des agents soignants afin de mettre un terme à ces situations de risques, et adresser les à la mission	1 mois	attendre éléments probants	Adresser les fiches de poste	nouvelle organisation depuis avril 23 pour éviter ruptures de soin et RPS			vu document, levée mesure	mesure levée
III- Prise en charge des résidents	R06	Remarque : de l'avis de certains résidents et de la direction, la qualité de la restauration semble devoir faire l'objet d'une renégociation	R07	Recommandation : adresser à la mission la nouvelle convention avec le restaurateur	3 mois	attendre éléments probants			vu l'attestation de travail et CR de commission			mesure levée
IV- Organisation des soins	R07	Remarque : la consultation des informations sous [REDACTED] est essentielle pour assurer la continuité et la sécurité des soins jour et nuit et entre équipe	R08	Recommandation : rappeler aux agents la nécessité de consulter le logiciel [REDACTED] afin d'organiser la continuité et la sécurité des soins	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	note de service diffusée et rappels par IDEC et suivi des connexions des agents			vu document, levée mesure	mesure levée
IV- Organisation des soins	R08	Remarque : le chariot de soin ne serait pas en totalité conforme à la réglementation	R08	Recommandation : revoir le contenu du chariot de soin et adresser le descriptif et une photo.	1 mois	attendre éléments probants	En attente du descriptif et photo	photo du nouveau chariot, contenu validé par le medec			vu photo, levée de la mesure	mesure levée
IV- Organisation des soins	R09	Remarque : la convention avec un établissement de santé ayant pour objet de définir les conditions et les modalités de coopération et échanges pour éviter les hospitalisations, n'a pas été adressée	R09	Recommandation : adresser la convention signée avec le CHU	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	Convention demandée auprès du CHU. En attente			Maintien mesure dans l'attente du document	Convention signée le [REDACTED] 2023. mesure levée
IV- Organisation des soins	R10	Remarque : l'IEHPAD ne dispose pas de dentiste référent et ne peut effectuer de bilan initial bucco-dentaire à l'admission	R10	Recommandation : communiquer les actions menées afin de trouver un dentiste référent et afin d'effectuer les bilans bucco-	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	Le Dr [REDACTED] cabinet dentaire [REDACTED] est désormais			Vu le mail d'accord en date du [REDACTED] 2023 : levée de la mesure	mesure levée

[Tapez ici]

Partie	E/R	LIBELLE de l'écart ou de la remarque	I/P/R	INDICATION / PRESCRIPTION / RECOMMANDATIONS	DELA à réception du rapport définitif	décision	Observations	réponse de l'IEHPAD 4 juillet 23	réponse de l'IEHPAD septembre 2023	réponse de l'IEHPAD décembre 2024	Observations au 30 janvier 2024	observation s 21 mai 2024
IV- Organisation des soins	R11	Remarque : absence de convention avec l'équipe mobile de soins palliatifs	R11	Recommandation : adresser la convention signée avec l'équipe mobile de soins palliatifs	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	une demande a été faite auprès du CHU Poitiers			Maintien mesure dans l'attente du document	vu la convention signée le 2023. Mesure levée
IV- Organisation des soins	R12	Remarque : Il manque la convention avec la pharmacie	R12	Recommandation : adresser la convention pharmacie	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	convention établie et adressée à l'ARS			vu document, mesure levée	mesure levée
IV- Organisation des soins	E14	Ecart : en l'absence de DARI, l'établissement n'est pas conforme à la circulaire DGCS/SPA/2016/195 du 15/06/2016	P08	Prescription : adresser à la mission le DARI	1 mois	attendre éléments probants	Adresser le document	DARI 2023 établi et adressé (date du 16-3-2023)			vu document, mesure levée	mesure levée
IV- Organisation des soins	E15	Ecart : L'absence de référent hygiène ne correspond pas aux attendus de la circulaire	P09	Prescription : nommer un référent hygiène en s'assurant des connaissances requises.	1 mois	attendre éléments probants	En attente du nom du référent	Mme Schott (IDEC) est nommée référente Hygiène			vue attestation de l'équipe mobile d'hygiène levée mesure	mesure levée

[Tapez ici]